

Epidémie dans les bibliothèques de médecine

par [biusante](#) publié le 24 janvier 2014

Les bibliothèques canadiennes dans la tourmente

Il n'y a malheureusement [pas qu'en France](#) que les **bibliothèques scientifiques** connaissent des difficultés financières.

Source : Université de Montréal

Au Canada, le début de l'année a été marqué par [la fermeture controversée des bibliothèques de l'agence fédérale Pêches et océans](#). La dispersion de ces collections avait été décidée pour des **motifs budgétaires** – sur fond de *polémique politique*.

Les **bibliothèques de l'université de Montréal** sont elles aussi touchées par la crise : [elles viennent d'annoncer leur désabonnement aux trois quarts des revues Wiley Online Library](#) (1142 titres sur 1510). Une même conjonction d'événements est à l'œuvre : **baisse des budgets** alloués et **hausse continue du prix** des abonnements.

[Leur communiqué](#) revient en détail, chiffres à l'appui, sur les contraintes imposées et les choix effectués. Les bibliothèques ont également mis en ligne [toute une série de pages, judicieusement baptisées « Nouvelle ère pour les collections »](#). Elles donnent une *vision d'ensemble du problème* : le rôle des grands éditeurs commerciaux, les questions financières, mais aussi la responsabilité des chercheurs, eux-mêmes auteurs et éditeurs scientifiques.

Santé Canada, organisme influent en matière de santé publique, [vient quant à lui de fermer sa principale bibliothèque](#). La réorganisation de ces services, toujours pour des raisons de coût, ne manque pas de compliquer le travail des chercheurs.

Une solution : l'Open Access ?

Une alternative pour sortir de ce cercle vicieux réside dans la diffusion du modèle de *l'Open Access* ([OA ou libre accès](#)), en plein développement. Au lieu de publier leurs articles dans des revues payantes, les scientifiques diffusent leurs travaux dans des périodiques gratuits ou via des *archives ouvertes*. Toute la communauté bénéficie ainsi des avancées de la recherche. Mais cette diffusion génère paradoxalement de **nouveaux coûts** : à côté de l'auto-archivage en ligne (voie « verte ») se développe la voie « en or » (*gold*) ; ce ne sont plus les abonnés aux revues qui payent, mais ceux qui se font publier (chercheurs, institutions, laboratoires).

Les éditeurs commerciaux, qui ont pris le train en marche, privilégient cette approche, qui leur fournit de nouvelles sources de revenus : ce ne sont plus seulement les bibliothèques qui payent, mais aussi les auteurs. Sans parler des nouveaux éditeurs qui se lancent dans l'aventure, d'où une multiplication de titres et des dépenses afférentes.

Mais les déclarations d'intention en faveur de l'OA ne suffisent pas. Des pays, de plus en plus nombreux, incitent à la diffusion en libre accès des résultats des recherches **financées sur**

fonds publics (généralement un an après la première publication). C'est le cas du [Royaume-Uni](#), de l'[Irlande](#), des [États-Unis](#)... Ces derniers viennent d'ailleurs de confirmer leur volonté en ce sens, [avec un vote du Congrès annoncé le 16 janvier dernier](#).

La France demeure en retard sur ces questions, [comme le soulignait Geneviève Fioraso il y a un an déjà](#), malgré les initiatives déjà prises en la matière : [portails HAL](#) pour les archives ouvertes, [licences nationales ISTEEX](#)... Le [programme européen H2020](#), lancé en décembre dernier, sera-t-il l'occasion de changer la donne ?

Pour ceux que ces questions intéressent, la **6e conférence sur l'édition savante en accès libre** (COASP : *Conference on Open Access Scholarly Publishing*) [se tiendra justement à Paris, au siège de l'UNESCO, du 17 au 19 septembre 2014](#).

Pour en savoir plus :

- [Le communiqué de l'université de Montréal](#) ;
- [Un article de la revue Archimag sur ce même sujet](#) ;
- [Un article sur les bibliothèques de Health Canada](#) ;
- [Un billet de nos collègues d'Angers sur l'agenda de l'Open Access en France](#) ;
- [Le discours de Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, aux 5e journées Open Access](#) (24 janvier 2013).

Ce billet a été publié dans [Médecine-odonto.](#), [Pharma.-bio.-cosm.](#) et indexé [Accès](#), [Base de données](#), [Conférence](#), [Open Access](#), [Revue](#), [Santé publique](#). Sauvegarder le [permalien](#).
← [Des corps pour les vivants \(rencontre d'Hippocrate le 11 février\)](#)
[Contraintes budgétaires et désabonnements 2014](#) →

One Response to Epidémie dans les bibliothèques de médecine

1. *Patrick Dansette* dit :

[30 janvier 2014 à 13 h 21 min](#)

Il faudrait que les chercheurs académiques Français soit obligés comme les Américains, British, Irlandais (en fait recevant des fonds de leur gouvernement) à refuser de transmettre le Copyright aux éditeurs et à publier leur manuscrit sur une archive ouverte. Par exemple Hal (mais je suppose que Hal a un coût) sur lequel j'ai mis rétroactivement toutes les thèses de mes étudiants. Si on co-publie avec un Américain, le papier se retrouve automatiquement sur Pubmed en open access.

C'est probablement un problème de taille du groupe de pression des chercheurs si cela a marché aux USA.

Mais il est aussi étonnant que les chercheurs aient accepté d'abandonner le Copyright aux éditeurs. C'est pourtant leur travail et leur recherche qui est publié. Le copyright devrait être partagé entre Auteur et Organismes de tutelle (ou contractant). C'est bien le cas pour les droits des brevets.

- See more at: <http://www2.biusante.parisdescartes.fr/wordpress/index.php/epidemie-bibliotheques-medecine/#sthash.nRbvZLIR.g9E9bCxn.dpuf>